

**Point de presse de la porte-parole -
Egypte/Attentat visant des autocars
transportant des Coptes - Journée
internationale de la fin de l'impunité
pour les crimes commis contre des
journalistes - Maroc/Sahara
occidental/Adoption de la résolution
2440 du Conseil de sécurité des
Nations unies renouvelant le
mandat de la MINURSO - Yémen -
Agendas du ministre, de la ministre
chargée des affaires européennes et
du secrétaire d'Etat du 5 au 9
novembre 2018/Principaux éléments
publics**

(Paris, 02 novembre 2018)

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu à la question suivantes :

1 - Egypte - Attentat visant des autocars transportant des Coptes (2 novembre 2018)

La France condamne avec la plus grande fermeté l'attentat, revendiqué par Daech, qui a visé des autocars se rendant à un monastère copte à Minya, en Egypte.

Alors que le terrorisme frappe de nouveau l'Egypte, et en particulier sa communauté copte, nous présentons nos condoléances aux familles des victimes et au peuple égyptien.

Nous tenons à réaffirmer la solidarité pleine et active de la France avec l'Egypte dans son combat contre le terrorisme, notre détermination ne peut qu'être renforcée par de tels actes.

2 - Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes (2 novembre 2018)

La défense de la liberté de la presse et de la liberté d'expression, la protection des journalistes et la lutte contre l'impunité de ceux qui portent atteinte à ces principes fondamentaux sont des priorités de la politique étrangère de la France. Comme l'a souligné le ministre, M. Jean-Yves Le Drian, le 4 avril dernier "le journalisme est un instrument de liberté sans lequel il ne peut y avoir d'exercice éclairé de la citoyenneté". C'est à l'initiative de la France que le 2 novembre a

été déclaré Journée internationale pour la lutte contre l'impunité des crimes contre les journalistes par les Nations unies.

Plus que jamais, la France est mobilisée en faveur de la protection des journalistes, pour favoriser un environnement propice à l'exercice de leur fonction et pour mettre fin à l'impunité des crimes à leur encontre. Comme vient de le rappeler la Ministre chargée des affaires européennes, Mme Nathalie Loiseau, "aucune région du monde n'est à l'abri. En un an, deux journalistes ont été assassinés en Europe, Daphne Caruana Galizia et Jan Kuciak. Comme pour le meurtre de Jamal Khashoggi, nous voulons voir les enquêtes aboutir et les responsables traduits en justice."

Aux Nations unies, la France souligne l'urgence d'une mise en oeuvre complète et opérationnelle des résolutions du Conseil de sécurité sur la protection des journalistes dans les conflits armés. En lien avec les 19 pays du "groupe des amis pour la protection des journalistes" qu'elle préside à New York, la France appuie les efforts du Secrétaire général des Nations unies, pour renforcer la protection des journalistes sur le terrain. Elle soutient la création d'un mandat de Représentant spécial auprès du Secrétaire général des Nations unies pour la protection des journalistes.

Le pluralisme des médias, le droit d'informer ou d'être informé et la capacité à exprimer des points de vue critiques sont essentiels au débat démocratique. Les journalistes et tous les personnels des médias participent à la défense de ces libertés fondamentales par leur professionnalisme exigeant.

3 - Maroc - Sahara occidental - Adoption de la résolution 2440 du Conseil de sécurité des Nations unies renouvelant le mandat de la MINURSO (New York, 31 octobre 2018)

La France salue l'adoption par le Conseil de sécurité, le 31 octobre 2018, de la résolution 2440, qui renouvelle le mandat de la MINURSO.

La résolution 2440 appelle à la mise en oeuvre d'une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable. La France apporte tout son soutien à la MINURSO, qui joue un rôle essentiel en faveur de la paix et de la stabilité dans la région.

La France continuera d'appuyer pleinement à cette fin l'action de l'envoyé personnel du Secrétaire général des Nations unies pour le Sahara Occidental, M. Horst Köhler, et se félicite de la tenue d'une table ronde associant le Maroc, le Front Polisario, l'Algérie et la Mauritanie les 5 et 6 décembre prochains à Genève.

4 - Yémen

Q - Les Etats-Unis ont appelé à ce que les armes se taisent sans délai pour laisser place à la négociation au Yémen. Qu'en pense la France ?

R - La France, avec ses partenaires, demande à ce que les armes se taisent enfin et sans délai pour laisser place à la négociation au Yémen. La France appelle l'ensemble des parties engagées dans le conflit à cesser leurs actions militaires respectives. Elle soutient sans réserve les efforts de l'Envoyé spécial des Nations unies, Martin Griffiths, pour ramener les parties au conflit au Yémen à la table des négociations, avec l'objectif d'une reprise des pourparlers dès ce mois-ci. La France souhaite que le travail que M. Griffiths a engagé sur des mesures de confiance puisse permettre le plus rapidement possible d'améliorer la situation humanitaire de la population.

Comme l'a rappelé la ministre des armées, Mme Florence Parly, ce conflit qui engendre une crise humanitaire majeure doit cesser, et seule une solution politique permettra d'y mettre fin.

La France rappelle enfin que les obligations découlant du droit international humanitaire, en particulier la protection des civils, la sécurité des personnels humanitaires et médicaux et le libre accès humanitaire, s'imposent à toutes les parties au conflit.

5 - Agendas du ministre, de la ministre chargée des affaires européennes et du secrétaire d'Etat du 5 au 9 novembre 2018 - Principaux éléments publics

M. Jean-Yves LE DRIAN

Lundi 5 novembre - mardi 6 novembre

Déplacement en Gambie et au Sénégal (Forum de Dakar)

Mercredi 7 novembre

10h - Conseil des ministres

16h - Questions au gouvernement, Assemblée nationale

Jeudi 8 novembre

8h30 - Petit-déjeuner avec M. Jérémie Hunt, ministre britannique des affaires étrangères

Vendredi 9 novembre

9h - Entretien avec M. Louis Schweitzer, représentant spécial du Ministre pour le Japon

13h - Déjeuner avec le Conseil présidentiel pour l'Afrique

Mme Nathalie LOISEAU

Mardi 6 novembre

15h30 - Examen en séance publique du projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne et du projet de loi portant suppression de sur-transpositions de directives européennes en droit français, Sénat

Mercredi 7 novembre

10h - Conseil des ministres

14h30 - Poursuite de l'examen en séance publique du projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne et du projet de loi portant suppression de sur-transpositions de directives européennes en droit français, Sénat

Jeudi 8 novembre

15h - Questions d'actualité au gouvernement, Sénat

M. Jean-Baptiste LEMOYNE

Lundi 5 novembre

12h30 - Remise des prix " Réinventer les recettes françaises ", Paris

15h15 - Entretien téléphonique avec Mme Nadine Girault, ministre des Relations Internationales et de la Francophonie du Québec, Convention

19h - Remise de la Légion d'honneur à M. Roland Heguy, président confédéral de l'union des métiers et des industries de l'hôtellerie, Quai d'Orsay

Mardi 6 novembre

10h - Inauguration du 44^{ème} congrès national de la fédération des professionnels des équipements de l'hôtellerie de plein air, Montpellier

Mercredi 7 novembre

16h - Questions au gouvernement, Assemblée nationale

18h30 - " Worldwide Hospitality Awards 2018 ", Paris

Jeudi 8 novembre

9h30 - Entretien avec M. Jean Todt, président de la fédération internationale de l'automobile, Convention

10h30 - Entretien avec M. Bernard Spitz, président de la fédération française de l'assurance, Convention

13h - Déjeuner avec le sénateur Jean-Marie Bockel, ancien ministre, Convention

15h - Questions d'actualité au gouvernement, Sénat

16h15 - Rencontre avec des dirigeants français d'entreprises étrangères, Convention

Vendredi 9 novembre

Déplacement à Bruxelles - Conseil des ministres de l'Union européenne en charge du commerce./.